

Les pétainistes sont au pouvoir

Face
à la fascisation
du régime
et à la trahison
des dirigeants
syndicaux

LE LIBERTAIRE

Cinquante-sixième année. — N° 382

JEUDI 28 JANVIER 1954

Le numéro : 20 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

REDACTION-ADMINISTRATION :

145, quai de Valmy, Paris (10°)

C.G.P. R. JOULIN — PARIS 5561-76

ABONNEMENTS
FRANCE-COLONIES : 1 AN : 1.000 fr.
6 MOIS : 500 fr.
AUTRES PAYS : 1 AN : 1.250 fr.
6 MOIS : 625 fr.
Pour tout changement d'adresse joindre
30 francs, et la dernière bande

LES TRAVAILLEURS LUTTERONT DANS L'UNITÉ

Le mardi 20 janvier un message de Coty a été lu aux Chambres. Ce message, tissu de redites, est en quelque sorte un manifeste de l'idéologie bourgeoise décadente de ce pays et qui consiste en phraséologie de ce genre :

La France d'aujourd'hui est « la plus beau patrimoine qui soit sous les cieux » ou la guerre de 1914 est « la plus glorieuse page de notre belle histoire » parce que « ces millions de fils montaient vers des secteurs d'épouvante dont ils savaient que beaucoup d'entre eux ne reviendraient pas ».

Nous savons très bien que beaucoup n'en sont pas revenus, nous savons aussi qu'en 1939-1945 de très nombreux ne sont pas revenus non plus et nous

savons tout autant qu'il faut s'appeler René Coty, être président de la République française, c'est-à-dire représenter la pensée de la classe bourgeoise de ce pays, pour en tirer gloire... et avoir de plus l'audace d'assimiler ces assassinés aux soldats mercenaires payés par le colonialisme pour faire la guerre d'Indochine !

Coty se plaint ensuite d'un déclinement de l'Etat, car « l'Etat, on l'oublie trop » : c'est la République et c'est la Patrie. Nous ajoutons que, par conséquent, c'est la bourgeoisie. Et cet appel au renforcement de l'Etat, qui est en fait une nostalgie du fascisme, il est significatif de le rapprocher de deux faits :

Tout d'abord une apologie de de

Gaulle, dans ce même discours : « Au « Premier Résistant », au chef de la France libérée, le général Charles de Gaulle, la patrie a voué une reconnaissance que rien ne saurait effacer ».

Ensuite, la nomination par Coty de Mervielles du Vignaux au secrétariat général de la présidence de la République. Pour situer ce personnage, nous allons nous contenter de citer quelques-uns de ses écrits, faits en 1941, où il parlait de Pétain : «...Heureusement le Maréchal est venu et avec lui la Révolution nationale. Il faut aujourd'hui reconstruire, lisez le message du Maréchal : trois mots reviennent constamment : responsabilité, autorité, hiérarchie... Ce sont les principes politiques de l'ordre nouveau... Messieurs, nous ne cherchons pas aujourd'hui à définir les fondements philosophiques de l'autorité ; il nous suffit que le Maréchal ait allumé à plusieurs reprises : « L'autorité vient d'en haut, elle est celle que je confie ou que je délègue... »

« Travail, famille, patrie, cette devise qui est aujourd'hui la nôtre nous est déjà si familière que nous n'imaginons pas qu'une autre ait jamais figuré au fronton de nos édifices, qu'une autre ait jamais possédé notre cœur ».

Voilà les hommes que flatte et que place Coty. Mais tout son discours n'est que le reflet de cet état d'esprit.

P. PHILIPPE.

(Suite page 4, col. 4.)

La P.J. recrute à l'Académie Française

Il est un membre de l'Académie Française du nom de Gaxotte, auteur d'une histoire des Français pour qui se moquer de sa majesté la présidente de la République française « ce n'est pas français ».

C'est du moins le titre d'un billet furieux qu'il vient de signer du nom de Pangloss. Pangloss ? C'est Pandore qu'il faut lire. Ce beau monsieur, connu pour ses idées maurassiennes, délaissant le bicorne pour le féni et les bottines vernies pour les chaussettes à clous s'en prend de bien curieuse façon à l'égard de ceux de ses confrères chansonniers qui ne se prosternent pas aux pieds de « notre Reine ». Il ne trouve pas autre chose que de les signaler nommément à l'attention de son cher Baylot. Qu'on en juge par ce morceau choisi :

« Que le Préfet de Police envoie simplement vérifier si les cabarets de chansonniers satisfont aux règles d'hygiène pour la protection contre l'incendie, le répertoire changera aussitôt. Aucun établissement ne satisfera aux prescriptions ; tous peuvent être fermés du jour au lendemain. Je rappelle ce fait parce qu'il est de notoriété publique qu'en diverses circonstances, la Préfecture s'est déjà servie de cette arme ».

Et suit le nom des chansonniers en question. Faire le mouchoir ? Appeler les flics ? ça c'est FRANÇAIS, sans aucun doute, pour Pangloss-Gaxotte.

Vers le Front Populaire ?

Le vote des parlementaires P.C.F. et de certains radicaux pour Naegelen à Versailles, puis pour Le Troquer, au Palais Bourbon, ont immédiatement soulevé l'intérêt de la grande presse et des cercles dirigeants des partis. Les uns pour s'en inquiéter, les autres pour s'en réjouir plus ou moins ouvertement.

Parmi les inquiets, il y a, évidemment les réactionnaires traditionnels qui trouvent que tout va pour le mieux avec « l'immobilisme » de Laniel, ou qui fomentent dans l'ombre un coup d'Etat militaire sous l'égide du maréchal Juin... et peut-être avec l'encouragement discret des plus hauts personnages de la République, comme cela se fit en Espagne, pour Franco, en 1936.

Il y a aussi les U.D.S.R. et Radicaux qui volent assez clairement que la politique de soutien de la droite par leurs partis a conduit à une impasse. Emile Roche, vice-président du parti radical parlait dans Le Monde du 19 janvier, d'une « autocratie » radicale, selon ses propres termes, et il avait : « Rien ne va ». Selon lui, seule une politique « démocratique et sociale » pouvait éviter le Front populaire. Même opinion de Mitterrand, l'homme « de gauche » de

l'U.D.S.R., qui, dans Le Courrier de la Nièvre, propose la négociation en Indochine, une politique souple en Afrique du Nord, des crédits pour l'école, etc... ; reproche au M.R.P. d'avoir détruit la III^e Force par son jeu clerical (loi Barangé), et préconise une majorité centregauche sans l'appoint des communistes, par un retour à la III^e Force et le soutien de Mendès-France.

Que ces messieurs se rassurent : la majorité des dirigeants S.F.I.O. pense comme eux et le mot d'ordre officiel du parti socialiste, c'est non le Front populaire avec les communistes, mais le « Front Démocratique et Social » avec le M.R.P., même s'il faut pour cela abandonner la laïcité. Nous savons d'ailleurs comment les leaders socialistes du Syndicat des Instituteurs ont mis une sourdine à la lutte contre la loi Barangé et comment certains maires socialistes — notamment à Paris dans le 10^e arrondissement, par exemple — ont saboté les listes de Cartel d'Action Laïque pour les Caisses des écoles, par « anticommunisme stupide » : l'alliance avec le M.R.P., voire le R.F.F., leur paraissait plus dangereuse. La proposition de Mitterrand qui pense non pas supprimer mais compenser la loi Barangé par des crédits massifs à l'école laïque avec leur embarras. Il suffirait que le M.R.P. se montrât compréhensif pour que l'alliance n'ait plus rien de gênant. Par ailleurs, Naegelen le colonialiste, s'il est anti-C.E.D., c'est non pour servir la politique de Moscou, mais par chauvinisme « antiboche », sans plus. Comme Jules Moch le fusiller. Et Le Troquer, malgré les voix communistes reste l'ennemi acharné du P.C.

Grève générale le 29 !

LES DIRIGEANTS SYNDICAUX DISENT :

F.O., C.F.T.C. — « Votes d'ordres du jour et arrêtés limités de travail » pour : appuyer des demandes de révision du salaire minimum, que le gouvernement tienna ses promesses.

C.G.T. — « Des actions diverses, des arrêtés de travail » pour : les 25.166 francs nets pour 173 heures de travail sans abattements de zone.

TRAVAILLEURS NOUS VOULONS :

La lutte pour les 25.166 francs avec la suppression des zones, mais ceci est insuffisant, et nous combattons pour :

LE VERITABLE PROGRAMME OUVRIER :

- 1^o Une augmentation uniforme de 10.000 francs par mois.
- 2^o Les 40 heures payées 48.
- 3^o La suppression définitive des abattements de zone.
- 4^o 1 mois de vacances payées pour tous.
- 5^o Le paiement des journées de grève et des fêtes légales chômées.
- 6^o La même retraite pour tous les travailleurs privés ou d'Etat et à la charge du patronat et de l'Etat.
- 7^o Respect réel des droits syndicaux et politiques en France et aux colonies.
- 8^o Retrait du corps expéditionnaire d'Indochine.
- 9^o Arrêt des menées et répression colonialistes et indépendance des peuples coloniaux.

Ce programme, nous l'imposons par :

L'UNITÉ ! Non pas l'unité en paroles des grands chefs syndicaux, mais l'Unité dans les faits par :

Une grève générale

de 24 heures le 29 JANVIER, rassemblant les travailleurs pour une action décisive avec :

Election de Comités de grève désignés dans les assemblées générales rassemblant les travailleurs de toutes les centrales et les inorganisés, Comités de grève élus sur la base du programme ouvrier unique ; un Comité de grève par entreprise ; un Comité central de grève par localité ; un Comité central de grève par département ; un Comité national de grève.

CONTRE LE PATRONAT ET LES GOUVERNANTS

— NOUS SERONS EN GREVE LE 29
— NOUS IMPOSERONS NOTRE PROGRAMME, NOTRE VOLONTÉ D'UNITÉ DANS L'ACTION.

LA FEDERATION COMMUNISTE LIBERTAIRE.

Camarade, fais circuler ce tract.

Lis régulièrement le Libéraire, en vente dans les kiosques.

Lis le Manifeste communiste libertaire.

Contacts, renseignements, adhésions : F.C.L., 145, quai de Valmy, Paris (10°).

Que sortira-t-il de la Conférence de Berlin ?

Une Conférence de Berlin vient de s'ouvrir. Les conversations entre les ministres des quatre grandes puissances se sont engagées.

L'U.R.S.S. s'est enfin décidée à participer à cette entrevue. Après plusieurs mois de dérobades systématiques ou de refus catégoriques, elle a accepté de s'entretenir avec les représentants occidentaux. Ses positions ont évolué nettement dans le sens des concessions : en ce qui concerne l'Allemagne, elle ne désire plus l'instaurer qu'une réduction des frais d'occupation et ne discute plus le retrait des forces occupantes, alors qu'il y a un an elle exigeait un traité

de paix pour tout le pays. Il semble que pour le moment le Kremlin soit animé de volonté pacifique et souhaite la fin de la tension internationale.

Du côté occidental on constate le même phénomène. L'organisation de la défense européenne n'a fait aucun progrès, malgré les efforts des Américains. Beaucoup d'Européens tendent maintenant à sous-estimer cette question et voudraient la voir reportée, la reprise du commerce Est-Ouest est assez favorablement accueillie. La Maison-Blanche manifeste son désir de conciliation. Le principe d'une Conférence à Cinq, et par conséquent l'admission de la Chine communiste, rencontre de moins en moins d'opposition. Bidault et Eden s'apprêtent à l'accepter et, malgré beaucoup de résistance, Washington semble vouloir prendre une semblable position.

On pourrait ainsi croire, d'après ces concessions faites, de part et d'autre, à un désir commun de détente. On verra plus loin qu'il n'en est rien en vérité. Que cette attitude est purement superficielle et tactique.

Les problèmes qui vont être agités à la Conférence sont assez divers. La question capitale reste l'Allemagne. Mais d'autres questions ont également surgi. Notamment en plus de la Conférence à cinq, le commerce Est-Ouest, les

négociations relatives à l'énergie atomique.

Les problèmes secondaires auront sans aucun doute des solutions satisfaisantes pour les deux blocs. Mais la question cruciale de l'Allemagne ne sera certainement pas réglée ces jours-ci. Les positions des Occidentaux comme des Orientaux, malgré leur réputation, restent sur ce point encore très divergentes, surtout en ce qui concerne les élections, le gouvernement allemand, le projet de traité. Toute nouvelle initiative dans la voie de la compromission — que d'ailleurs rien ne laisse prévoir — serait insuffisante.

Les ministres, s'ils adoptent tout au plus quelques vagues « mesures de sécurité », quelque accord imprécis, ne pourront parvenir à aucun résultat positif. Ceci nous amène à cette conclusion : l'impuissance à trouver une solution capable de résoudre la question allemande enlève pour ainsi dire toute importance à la Conférence et à ses décisions. En effet le problème primordial n'étant pas ou insuffisamment réglé, toute atténuation de la tension, si atténuation il y a, ne sera que de bien courte durée. La cause de l'antagonisme n'étant pas aplaniée, il est évident que celui-ci ne peut disparaître.

Jean MASSON.

(Suite page 2, col. 5.)

(Suite page 2, col. 5.)

(Suite page 2, col. 5.)

(Suite page 2, col. 5.)

(Suite page 2, col. 5.)

(Suite page 2, col. 5.)

(Suite page 2, col. 5.)

(Suite page 2, col. 5.)

(Suite page 2, col. 5.)

(Suite page 2, col. 5.)

(Suite page 2, col. 5.)

(Suite page 2, col. 5.)

(Suite page 2, col. 5.)

(Suite page 2, col. 5.)

(Suite page 2, col. 5.)

(Suite page 2, col. 5.)

UNE BELLE ORDURE : M. Jules ROMAINS de l'Académie Française



aussi est une affaire d'habitude ; ou même en allant rejoindre au bistrot, pour un petit moment, le chef de la famille. Enterrée la revue américaine « Life », car au moins pour la description quelle donnait des Français, c'est sur ses représentants qu'elle jugeait ! Quand elle parlait de prosrités, c'était de vous, Jules Romains, et de vos pareils, dont elle parlait.

Pour ce qui est des morceaux de vicieuses vus à la « Mouff », Jules continue :

« Tu ai vu, en plein hiver, raffinement suprême, ces caissettes de fraises, qu'à la même époque les restaurants de luxe rayonnaient de leur menu parce que, décidément, le prix marquerait prenait un air de provocation. »

Et, ajoute ce cynique imbécile, ce ne sont pas les « Grandes dames du 16^e » qui viennent acheter ici, non ! Ces vicieuses sont destinées entièrement au bon « Prolo » du coin.

Cette fois-ci c'est burlesque. M. Jules est seul à Paris à ne pas savoir qu'à la « Mouff » viennent précisément beaucoup de bourgeois ! Parce que c'est le marché le moins cher de Paris. Et c'est pour leurs gueules, les fraises !

Jules se demande si, nos augmentations de salaires étant accordées, l'on ne dépenserait pas ce « supplément » de gain à la goinfrie et à la boisson, plutôt qu'à se faire un joli petit intérieur.

Ce que Jules oublie, c'est qu'il faut manger pour vivre, et vivre pour travailler. Bien sûr que le supplément, on l'emploierait pour manger. De quels pe-

J. TANFORTI.

(Suite page 2, col. 4.)

(Suite page 2, col. 4.)

(Suite page 2, col. 4.)

(Suite page 2, col. 4.)

(Suite page 2, col. 4.)

Les dirigeants P.C.F. poursuivent l'élimination des éléments révolutionnaires F. T. P. du parti

NOUS ne traiterons pas ici le cas Guingouin. Il est la confusion même. Mais nous nous élevons contre l'occasion qui est donnée à toute une tourbe de semi-vichystes d'assimiler la lutte des Résistants au fascisme à une suite d'opérations de gangstérisme. Et nous relevons d'abord ce fait significatif : les dirigeants du P.C.F. après avoir trahi les espoirs des résistants en 44, ont peu à peu éliminé de leur parti les éléments F.T.P. Le P.C.F. savait qu'il était Guingouin et s'il l'a éliminé, c'est parce qu'il était un « gauchiste ». Il a donné ainsi l'occasion à la réaction et au gouvernement de se ressaisir et d'attaquer. Le « Monde » n'a pas manqué de faire de Guingouin un exalté sans principes.

Peu importe aux chefs P.C.F. si leur politique, surtout au moment d'orienter leur politique vers l'abandon des luttes ouvrières, se débarrasser des éléments qui ne marchaient plus. Thorez com-

mença, contre Marty, par la dissolution des milices, après avoir éliminé Fabien couppable de vouloir aller trop loin et de ne pas s'incliner devant les bureaucrates. On lui donna le choix : disparaître ou aller se « réhabiliter » en trouvant une « mort glorieuse » dans l'armée de l'Etat bourgeois. Et nous savons que bien d'autres chefs F.T.P. furent soumis au même chantage.

Aujourd'hui l'opération de liquidation des éléments révolutionnaires s'achève, les ex F.T.P. sont peu à peu éliminés des postes responsables, et pour la plus grande joie de la bourgeoisie. Pour les anciens F.T.P. la situation devient de plus en plus claire : les bureaucrates du parti ont trahi leurs espoirs et leurs sacrifices. Il n'y a plus pour eux qu'une voix : celle de rallier les rangs des véritables révolutionnaires, les rangs du Communisme Libertaire.

DINAN.

Georges FONTENIS.

(Suite page 2, col. 1.)

(Suite page 2, col. 1.)

(Suite page 2, col. 1.)

(Suite page 2, col. 1.)

(Suite page 2, col. 1.)

(Suite page 2, col. 1.)

(Suite page 2, col. 1.)

(Suite page 2, col. 1.)

(Suite page 2, col. 1.)

(Suite page 2, col. 1.)

(Suite page 2, col. 1.)

(Suite page 2, col. 1.)

(Suite page 2, col. 1.)

(Suite page 2, col. 1.)

(Suite page 2, col. 1.)

(Suite page 2, col. 1.)

(Suite page 2, col. 1.)

(Suite page 2, col. 1.)

(Suite page 2, col. 1.)

(Suite page 2, col. 1.)

(Suite page 2, col. 1.)

(Suite page 2, col. 1.)

(Suite page 2, col. 1.)

(Suite page 2, col. 1.)

(Suite page 2, col. 1.)

(Suite page 2, col. 1.)

(Suite page 2, col. 1.)

(Suite page 2, col. 1.)

(Suite page 2, col. 1.)

(Suite page 2, col. 1.)

(Suite page 2, col. 1.)

(Suite page 2, col. 1.)

(Suite page 2, col. 1.)

(Suite page 2, col. 1.)

(Suite page 2, col. 1.)

(Suite page 2, col. 1.)

(Suite page 2, col. 1.)

(Suite page 2, col. 1.)

(Suite page 2, col. 1.)

(Suite page 2, col. 1.)

(Suite page 2, col. 1.)

MAROC Le colonialisme français donne des points au fascisme

QUE l'on puisse donner au gouvernement français des leçons en ce qui concerne la démocratie et le respect des volontés populaires, nous n'en avons jamais douté, mais que ces leçons puissent être données par Franco, cela est incroyable... mais presque vrai !

Toute l'agitation suscitée autour de la manifestation de Tétouan est un excellent test de la solidité du colonialisme et de la validité des mouvements d'indépendance nationale.

Nous n'avons aucune illusion sur les desseins du gouvernement franquiste. Ce n'est certes pas nous qui pouvons oublier que s'il tolère pour l'instant une certaine activité politique chez les Marocains, il continue à noyer dans le sang tout mouvement parmi les Espagnols. Néanmoins il a toujours été curieux d'observer qu'au Maroc le régime fasciste espagnol était plus libéral par certains côtés que le régime entretenant dans la zone voisine par les services de la « République française ». Il est certain que du point de vue colonial le Maroc ne revêt pas du tout le même intérêt du côté français et du côté espagnol. La zone française est la chasse gardée d'un colonat relativement peu nombreux mais composant une bourgeoisie affairiste, aventuriers, très riche, qui considère les Marocains comme un prolétariat esclave, abandonné à sa misère ancestrale. Ce colonat qui exploite au maximum le pays et le peuple marocain jouit d'une puissance absolue et incontrôlée au Maroc français et, en plus, d'une influence financière et politique considérable dans la métropole. Il n'en est pas de même pour la zone espagnole, beaucoup moins étendue, beaucoup moins riche, où le colonat n'a pu installer une aussi totale suprématie sur des paysans dont le niveau de vie est peu différent de celui du paysan espagnol voisin. Bien moins qu'un fief entretenant une fraction particulièrement aride, dynamique et influente de la bourgeoisie européenne (comme c'est le cas pour le Maroc français), le Rif est une colonie de « prestige » dont l'utilité est avant tout diplomatique.

Cet aspect de la politique impériale marocaine a été souligné par les événements récents dont la portée est avant tout internationale. Après s'être drapé dans son manteau sanglant de commandeur des chrétiens (offert gracieusement par Sa Sainteté Pie XII), Franco ambule dans le monde, comme jadis Guillaume II, de se faire passer pour l'unique et dévoué ami des musulmans.

Des relations cordiales avec les pays musulmans et arabes seraient le seul moyen de jouer un grand rôle dans le concert des nations. L'autout du Maroc espagnol est de première importance pour cela. Jouer la carte de l'Islam et du nationalisme arabe — ce que la presse internationale appelle jouer avec le feu — est pour le gouvernement espagnol un des rares moyens de se faire considérer, et au fond sans risquer de perdre grand-chose, l'attitude la plus sage. Jouer la carte de l'Islam et du nationalisme arabe — ce que la presse internationale appelle jouer avec le feu — est pour le gouvernement espagnol un des rares moyens de se faire considérer, et au fond sans risquer de perdre grand-chose, l'attitude la plus sage.

Cette manière subite de rappeler à l'impérialisme français qu'il n'est pas seul au Maroc et que le gouvernement de Madrid (et peut-être au-delà celui de Washington) a aussi son mot à dire sur la façon de dégrader le marocain a pris Paris au dépourvu. Quelques manœuvres de navires de Toulon vers Mers El Kéhir furent déclenchées à tout hasard, histoire de dire qu'on a été une grande puissance navale et qu'on a encore de beaux bateaux... mais sans grand effet sensible. La presse française fut dans un embarras risible pour finalement, sans aucune pudeur, dévoiler que dans un régime d'occupation tel que celui du Maroc il était facile à la puissance protectrice de procéder à des rassemblements de pachas, caïds, ulémas et notables divers sans que cela ait au fond grande signification...

Pour nous la cause est entendue, la politique de Franco et de Valino n'est pas plus susceptible de recueillir notre confiance que celle de Marthand-Deplat, Juin et Guillaume. Nous ne pouvons simplement que nous réjouir de voir le front de l'impérialisme divisé. Mais sans illusions, car le temps n'est pas loin où les troupes de la IV^e République et de Franco étaient envoyées côte à côte rétablir l'ordre à Tanger.

Le temps n'est pas oublié non plus où les deux impérialismes se jetaient conjointement à l'assaut du Maroc. L'avant-garde des prolétariats métropolitains manifestait alors sa solidarité vis-à-vis du peuple marocain comme les ouvriers catalans au moment de l'écrasement espagnol d'Anoual et les ouvriers français pendant la guerre du Rif.

Les peuples des deux côtés de la Méditerranée, ont le même adversaire : le capitalisme militaire.

Berenguer, successeur de Primo de Rivera, s'était essayé (avec peu d'éclat d'ailleurs) au Maroc, c'est au Maroc également que Franco et Pétain s'étaient fait la main en écrasant la République des tribus confédérées du Rif avant d'installer le fascisme dans leurs pays respectifs, c'est du Maroc, enfin, que nous vient Juin, grand propriétaire, chef de l'armée, académicien et dictateur en disponibilité. C'était du Maroc aussi que le capitaine Lyauté encourageait le 6 février.

Si le proconsul espagnol Valino joue de démagogie alors que le gauleiter français Guillaume fait régner le terrorisme, il est normal que les partisans de l'indépendance du Maroc jouent la carte espagnole contre la carte française. Et l'on ne sait pas encore qui jouera le plus l'un de l'autre, de Franco ou des nationalistes marocains.

Nous n'avons pas à soutenir plus les clients de l'Esorial que ceux du Quai d'Orsay et, dans cette mesure, les partis « réformistes » du genre de celui d'Abd el Kader Torres au Rif, sont loin d'avoir jamais eu notre sympathie.

Nous savons que le nationalisme est au Maroc, comme ailleurs, le fait d'une bourgeoisie locale voulant exploiter seule « son » prolétariat, mais nous ne perdons pas de vue non plus que la cause de l'indépendance nationale prépare celle de la révolution sociale. Cette dernière ne pouvant triompher tant qu'il y a plus des féodalités et bourgeoisies locales elle se heurte à l'impérialisme international.

C'est en ce sens que toute brèche dans le système colonial français, qu'elle soit portée par les réformistes marocains ou les rivaux coloniaux espagnols, est un plus des féodalités et bourgeoisies locales elle se heurte à l'impérialisme international.

J. P.

Après les déclarations de SI ALLAL EL FASSI à un correspondant de l'Observateur

Si Allal el Fassi recevait il y a quelques jours un correspondant du journal « l'Observateur » dans son Bureau du Caire. Après avoir réaffirmé son attachement, et celui de l'Istidial, au sultan en exil, ainsi que son entière confiance dans les masses populaires françaises pour un règlement équitable du problème franco-marocain, le leader de l'Istidial a répondu en ces termes à une question posée :

QUESTION : Un argument fréquemment employé par les défenseurs de la présence française à tout prix est que si les Français partent, ce sont les Américains qui prendront leur place. Qu'en pensez-vous ?

REPONSE : Croyez-vous vraiment que les Américains ne soient pas déjà au Maroc ? Les groupements capitalistes français font de profitables affaires en ce moment avec leurs collègues d'outre-Atlantique. Bien loin de protéger le Maroc contre une quelconque mainmise économique étrangère ils encouragent tous les accords qui peuvent leur procurer des bénéfices. « Ceci dit, si je vois un homme en train d'en tuer un autre, je n'essaierai pas d'arrêter l'agresseur pour continuer à tuer moi-même la victime. Nous ne demandons pas l'indépendance de notre pays pour changer de maîtres. Nous avons l'impression que nous combattons ainsi pour nous libérer de la France, si nous avions l'intention de retomber aux mains d'une autre puissance ? La liberté nationale est chez nous une tradition qui remonte loin, dans le cadre de l'Islam. Même les Turcs n'ont pas été capables d'occuper le Maroc. Vous voyez que nous ne sommes pas prêts à sacrifier à personne ».

Cette réponse coupe court à toutes les affirmations tendancieuses selon lesquelles les mouvements d'indépendance marocains et coloniaux en général — en lutte contre l'oppression française, ne seraient pas étrangers à certaines tentatives d'implantations étrangères américaines, il russe par ailleurs.

Pour nous, communistes libertaires, l'attitude sans équivoque des peuples asservis, confirme que nous avons vu juste, lorsque nous affirmions au Congrès de Bordeaux, en 1952, que la lutte que mènent ces peuples pour leur indépendance nationale, s'inscrit en fait dans la lutte générale de classes, et permettra par l'émancipation des peuples, dits arriérés, de la tutelle coloniale, la paix de conscience et la constitution d'un authentique prolétariat autonome.

Même sous les formules nationalistes, perçue le caractère de classe — anticapitaliste — des luttes des peuples coloniaux, caractère qui laisse supposer déjà une notion d'interprétation socialiste des faits. Notion que sauront développer les prolétariats autochtones pour la préciser de façon plus complète vers le communisme libertaire, dans la lutte aussi bien contre l'impérialisme que contre toute tentative de « socialisme » bureaucratique.

Y. BONNET.

LE PROLÉTARIAT INDOCHINOIS chassera l'envahisseur

L'AMIRAL U.S. Arthur Radford, chef de l'état-major combiné, en inspection en Extrême-Orient, voulant sans doute remonter le moral de la bourgeoisie française, a déclaré que la situation en Indochine n'était pas aussi sombre que les journaux veulent le laisser entendre. Mais cette déclaration ne peut rien contre l'évidence. La dernière crise ministérielle n'a été dénouée qu'avec beaucoup de difficultés par Bao-Daï. Le nouveau gouvernement formé par le prince Bao-Loc ne comprend aucun représentant de partis ou sectes religieuses. La démonstration est ainsi faite que les chefs des sectes religieuses ou des partis les plus réactionnaires du Vietnam, ne veulent plus marcher dans la collaboration avec les colonialistes français. Ceux-ci même qui se partageaient avec les colons les bénéfices de l'exploitation du prolétariat indochinois, se refusent désormais à servir de caution morale à la nouvelle duperie d'un colonialisme camouflé sous le couvert de l'étiquette d'Etat associé. Souci d'indépendance d'une bourgeoisie qui veut exploiter à son compte, mais surtout anxieux d'affaires et de stipendiés, qui comprennent l'impasse dans laquelle ils se sont fourvoyés. Les rats veulent quitter le navire, laissant la bourgeoisie française succomber à petit feu en Indochine. Mais alors il est trop évident que Bao-Daï ne représente plus rien, pas même la bourgeoisie indochinoise tardée. Et dans ce cas, pour le plus obtus des français moyens, il apparaît que le corps expéditionnaire même en Indochine une guerre de reconquête colonialiste, avec la fantocherie Bao-Daï vendu à la puissance occupante et représentant symbolique d'un pays voulant se libérer de qui et de quoi ? Comme usurpateur Bao-Daï surpasse les Pétain, Quisling et Cie. Et l'on comprendrait mal, que placé dans cette situation, le peuple indochinois ne fasse pas front commun derrière le Chi-Minh, pour chasser les brigands colonialistes et leurs collaborateurs indochinois. Les hoberaux indochinois ont mis à une époque sous l'intervention militaire française pour sauvegarder leurs privilèges, menacés par le désir d'émancipation du peuple indochinois. Dans la guerre d'Indochine où le front est aussi mouvant il y a longtemps que les populations auraient toutes rejointes le camp de Bao-Daï si celui-ci représentait le camp de la liberté. Il s'en faut de beaucoup, les soldats de Bao-Daï pas-

sent plus facilement de l'autre côté. Sur le plan militaire, les communistes du corps expéditionnaire rappellent étrangement ceux du grand quartier général du fûhrer, ils font mention d'annihilation des divisions d'élite du Vietnam, ou de division de fer fortement décimée, et puis quelques semaines plus tard ces mêmes divisions accablent les troupes françaises à un repli stratégique. Il en est de même quand il s'agit de la conquête de localités importantes, leur occupation est de toute importance au moment de leur prise, mais quand elles sont évacuées quelques mois plus tard, l'état-major a vu superbement qu'elles ne présentaient qu'un intérêt secondaire. A quand la défense élastique si chère à Hitler ?

Les travailleurs français ont compris depuis longtemps de quelle guerre il s'agissait là-bas, la composition même des troupes engagées en est la plus sûre indication, mercenaires de tous poils, barbouilleurs légionnaires, troupes coloniales, soldats de carrière se faisant la main, aventuriers aimant le coup de feu et prenant l'Indochine pour un nouveau Far-West. Et tout ce monde payé grassement pendant que sur les maigres salaires des travailleurs français des impôts sont encore prélevés. Pendant qu'un gouvernement de bourgeois, sol-disant cultivés,

ne trouvent pas les crédits pour bâtir les écoles et les hôpitaux.

Où les impôts que paient les travailleurs français servent à financer un corps expéditionnaire qui, en Indochine, massacre leurs frères indochinois.

Quant aux dirigeants stalinistes du Kremlin, s'ils voulaient vraiment une victoire de Ho-Chi-Minh, que n'ont-ils fourni au Vietnam l'armement lourd et les avions Migs, comme ils n'ont pas hésité à le faire en Corée. Voilà une leçon à méditer pour ceux qui jouent les pursistes révolutionnaires.

En prolongeant la guerre, la bourgeoisie française aidée et encouragée par les capitalistes américains, veut faire pression sur la diplomatie du Kremlin, et sauvegarder un marché colonial. Mais en même temps elle fait échec aux révolutionnaires indochinois en rendant Ho-Chi-Minh de plus en plus dépendant des bureaucraties stalinistes de Moscou. C'est une manœuvre supplémentaire pour tous les travailleurs révolutionnaires de réclamer partout et avec force le départ du corps expéditionnaire d'Indochine. Alors seulement le prolétariat indochinois aura son mot à dire à sa propre bourgeoisie et peut-être à Ho-Chi-Minh aussi.

Roger CARON.

Conférence de Berlin

(Suite de la première page)

Nous avons tout simplement là une manœuvre diplomatique de plus et les déclarations pacifiques, qu'elles viennent de l'Est ou de l'Ouest, ne sont qu'ignoble hypocrisie. On sera d'ailleurs fixé sur la nature réelle des intentions des Occidentaux comme des Occidentaux et l'on se réfère aux véritables mobiles de leurs actions, et cela en considérant les conditions objectives dans lesquelles ils sont placés.

En ce qui concerne les Etats-Unis, nous devons pas qu'ils sont menacés d'une crise économique extrêmement grave. Pour y parer une orientation de plus en plus marquée vers le fascisme (Mac Carthyisme) est suivie. L'économie de guerre va être poussée à outrance et, par conséquent, la production de consommation,

le niveau de vie des travailleurs va diminuer. Seul un renouveau de la guerre froide, provoqué par une attitude intrépidité, serait une excuse à la fabrication en masse de chars et de canons.

Or, comme on l'a vu, les U.S.A. ont fait un certain nombre de concessions, et ils se montrent moins hostiles apparemment à tout compromis (proposition d'Eisenhower sur questions atomiques). Mais ceci n'est qu'une manœuvre. Washington veut par là montrer d'une part l'utilité des « Conférences à 4 », d'autre part la mauvaise volonté et l'intransigence de l'U.R.S.S.

Eisenhower et l'administration républicaine espèrent ainsi pouvoir renforcer le bloc occidental, convaincre définitivement les Français hésitants. Ils pourront également, grâce à ce système, fournir un prétexte plausible à un raidissement dans leur politique extérieure, à un renforcement de l'anticommunisme et de la production de guerre, seule palliative à la crise.

Pour l'U.R.S.S. il s'agit aussi d'une tactique. Les objectifs primordiaux du Kremlin sont pour le moment : la dissolution du bloc occidental et la non-réadmission de la C.E.D.

Un certain nombre de faits tendent à prouver que les Russes ont de fortes raisons d'espérer : Le Parlement français a rejeté l'ordre du jour européen présenté par la S.F.I.O., le Gouvernement n'a pu, avant les Bermudes, obtenir qu'un vote peu satisfaisant. Leur manœuvre en soi n'est pas condamnable puisqu'elle a pour but d'affaiblir le camp de l'impérialisme, mais les nouvelles attitudes et impositions aux P.C. ne peuvent être qualifiées autrement que de trahisons envers la classe ouvrière : la collaboration des gaullistes, des fascistes avec les communistes français, le soutien virtuel de l'Allemagne d'Adenauer l'été dernier, en sont des preuves éloquentes. La bureaucratie du pouvoir en Union Soviétique n'hésite pas devant de tels moyens. Sa politique est inspirée non pas par les intérêts du prolétariat, non pas par les nécessités de la lutte de classes, mais seulement par le souci de se maintenir au pouvoir et d'augmenter ses privilèges. Si, incontestablement, son attitude devient pacifique actuellement, c'est tout simplement parce que ses intérêts trouvent par là satisfaction parce que ses conditions économiques défavorables s'améliorent.

C'est donc nullement dans un esprit de conciliation profonde que les représentants des deux blocs vont engager cette Conférence. Et il est tout à fait improbable que de Berlin sortira, comme certains le croient, une politique d'entente Est-Ouest.

S'il est possible que l'antagonisme s'amolirais provisoirement, il est en revanche certain que les problèmes qui n'auront pas été résolus se reposeront encore avec plus d'acuité et favoriseraient un nouvel épanouissement de la guerre froide.

Mais dans toutes leurs sordides manœuvres, dans toutes leurs combinaisons diplomatiques, les bureaucraties russes comme les bourgeois occidentaux ne peuvent cacher leurs faiblesses, les contradictions dont leurs régimes sont la proie. Malgré leurs expédients, la crise finale approche inévitablement. Ils doivent de plus en plus tenir compte de cette force qui, chaque jour, s'affirme davantage et qui, bientôt, les balayera : la force révolutionnaire du 3^e Front prolétarien international.

Une belle ordure

(Suite de la première page)

Les statistiques ont suffisamment démontré avant la guerre que la construction des H.B.M. avait fortement fait diminuer l'ivrognerie et les taudis. Ce qui prouve que les travailleurs sont particulièrement capables d'élever leurs conditions de vie quand on leur en donne les moyens.

Qui est responsable, si les logements ne sont pas construits ?

Qui est responsable de la dépense de 1.400 millions par jour pour l'Indochine ? Vous, Monsieur Jules.

« Tous les travailleurs sont des faibles, ils ne veulent pas contribuer au relèvement économique de la France », dites-vous.

Sachez une fois pour toutes que les travailleurs s'en foutent de vous, la France c'est le patron qui nous exploite, la France c'est la matraque, la France c'est le manque de logements, la France, c'est les fins de mois impossibles, la France avec un grand F, ne nous intéresse pas. Nos intérêts ne sont pas ceux des Bousac et des Jules.

Cynique personnage. Les ouvriers sont des faibles parce qu'un jour de 1931 vous avez vu un ouvrier rouler une cigarette, un autre qui le regardait et un troisième qui allait faire semblant de travailler.

Nous disons, nous, que la bourgeoisie (dont vous êtes) est pervertie, elle est constituée de vicieux, de refoulés, d'homosexuels et d'affreux vieillards tremblants à la recherche de « sensations ». Pas vrai ? Regardez autour de vous, les Jacques Fath, les Bousac et toutes les marionnettes de Crussol.

Examen de Conscience des Français ? A l'ignominie, vous joignez la prétention.

Non mais, regardez-moi ça. Lui tout seul, il va examiner la conscience de 40 millions de Français ? 40 millions sûrement pas. Jules se gardera bien d'examiner la conscience des exploités. Certes il a intitulé un de ses papiers « La Parésie des Patrons ». Mais dans le fond ce qu'il leur reproche, c'est leur manque d'habileté en affaires ! Ses reproches sont d'ordre technique. Il se gardera bien de les juger sur leur vie privée. D'ailleurs, on s'en fout. Que Jules se mette bien dans la tête que les exploités sauront changer les choses, tout seuls.

Il nous a fait rire, le Jules, mais du rire noir du rire de dégoût, le rire de la Révolte.

Mieux eût valu vous arrêter d'écrire au dernier tome des « Hommes de bonne volonté » nous serions restés sur une moins mauvaise impression.

A 69 ans vous êtes vieux, très vieux, vous dépassez la moyenne. Vous crêvez bientôt.

Ce jour-là, nous irons cracher sur votre tombe.

Les statistiques ont suffisamment démontré avant la guerre que la construction des H.B.M. avait fortement fait diminuer l'ivrognerie et les taudis. Ce qui prouve que les travailleurs sont particulièrement capables d'élever leurs conditions de vie quand on leur en donne les moyens.

Qui est responsable, si les logements ne sont pas construits ?

Qui est responsable de la dépense de 1.400 millions par jour pour l'Indochine ? Vous, Monsieur Jules.

« Tous les travailleurs sont des faibles, ils ne veulent pas contribuer au relèvement économique de la France », dites-vous.

Sachez une fois pour toutes que les travailleurs s'en foutent de vous, la France c'est le patron qui nous exploite, la France c'est la matraque, la France c'est le manque de logements, la France, c'est les fins de mois impossibles, la France avec un grand F, ne nous intéresse pas. Nos intérêts ne sont pas ceux des Bousac et des Jules.

Cynique personnage. Les ouvriers sont des faibles parce qu'un jour de 1931 vous avez vu un ouvrier rouler une cigarette, un autre qui le regardait et un troisième qui allait faire semblant de travailler.

Nous disons, nous, que la bourgeoisie (dont vous êtes) est pervertie, elle est constituée de vicieux, de refoulés, d'homosexuels et d'affreux vieillards tremblants à la recherche de « sensations ». Pas vrai ? Regardez autour de vous, les Jacques Fath, les Bousac et toutes les marionnettes de Crussol.

Examen de Conscience des Français ? A l'ignominie, vous joignez la prétention.

Non mais, regardez-moi ça. Lui tout seul, il va examiner la conscience de 40 millions de Français ? 40 millions sûrement pas. Jules se gardera bien d'examiner la conscience des exploités. Certes il a intitulé un de ses papiers « La Parésie des Patrons ». Mais dans le fond ce qu'il leur reproche, c'est leur manque d'habileté en affaires ! Ses reproches sont d'ordre technique. Il se gardera bien de les juger sur leur vie privée. D'ailleurs, on s'en fout. Que Jules se mette bien dans la tête que les exploités sauront changer les choses, tout seuls.

Il nous a fait rire, le Jules, mais du rire noir du rire de dégoût, le rire de la Révolte.

Mieux eût valu vous arrêter d'écrire au dernier tome des « Hommes de bonne volonté » nous serions restés sur une moins mauvaise impression.

A 69 ans vous êtes vieux, très vieux, vous dépassez la moyenne. Vous crêvez bientôt.

Ce jour-là, nous irons cracher sur votre tombe.

Vers le Front Populaire ?

(Suite de la première page)

ressurante que celle de Staline. Le reportage s'étend, s'allonge, sans intérêt, mais on en retient cette interprétation fantaisiste que Béría a été liquidé parce que descendant direct de Staline et partisan d'une politique rigide. En fait, il semble plus probable, étant donné les faits qui se sont passés depuis la mort de Staline que Béría lui-même renversa la vapeur (en parlant au sujet du complot des médecins, par son manque de dureté aussi au début contre les manifestations de Tchécoslovaquie et de Berlin) et que Malenkov n'est ni plus ni moins antistalinien que Béría.

La bureaucratie du Kremlin se trouve divisée — comme ses filiales se trouvent divisées dans les pays du glaci (rappelons le cas Slansky) — sur les mesures à prendre devant le mécontentement des masses, Malenkov l'emporta au moment des soulèvements en Allemagne de l'Est mais il est contraint aujourd'hui de tenter une autre

forme de politique de conciliation. Mais si Le Monde veut que Malenkov soit préférable à Béría, c'est parce que le genre de conciliation qu'il recherche n'a rien à voir avec le rétablissement de la démocratie ouvrière, mais se présente comme un ensemble de facilités, de « libertés » accordées aux paysans enrichis, aux hauts fonctionnaires, aux chefs de l'armée, au commerce privé. Et voilà pourquoi Le Monde, non seulement publie le « témoignage » de Schapiro, mais insiste dans d'autres articles sur les échanges avec l'Est, sur les prémisses d'un Front populaire. L'U.R.S.S. et le parti communiste sont d'autant plus sympathiques au Monde que leur position est plus conciliante vis-à-vis de la bourgeoisie, des privilégiés. Le Monde retrouve le P.C. qu'il soutenait, en 45, celui qui était contre les grèves, pour la production et les « patrons patriotes ».

La conception du « Front Français », des chefs du P.C.F. rencontre, en effet, les vues du Monde puisque sous le couvert de la lutte contre la C.E.D., elle est l'abandon des intérêts ouvriers, la mollesse voulue des grèves. Mais un tel Front, rassemblant une fraction de la bourgeoisie et les cadres du P.C. par-dessus les « gauches » modérées et les socialistes, ne représente pas une force.

Si quelque chose se faisait, ce serait le Front Démocratique et Social de Mendès-France et Guy Mollet, qui semble devoir exclure le soutien P.C.F. à cause de la C.E.D. Et le Front Démocratique et Social ne pourrait qu'assurer un répit au régime, il serait incapable de satisfaire les travailleurs et trouverait

devant lui une réaction agressive, décidée à n'importe quel prix à défendre ses privilèges.

Quant aux progressistes de l'Observateur, leur désir d'un rassemblement complet et réel de la gauche se heurte aux désaccords profonds entre les partisans du Front Démocratique et Social et les partisans du Front Français anti-C.E.D. Leur politique, à moins de

POUR QUE VIVE «LE LIBERTAIRE»

Bonnet	100	Groupe Aulnay	3000
René	200	Gne Narbonne	3000
Daubert	200	Paul Raymond	200
Tissot	100	Herpi	100
Duny	100	Serré	100
Consuelo	100	Fernandez Cler	100
Fontan	100	mont	1000
Santiago	100	Pilleraut	500
Forget	100	Ermitelli	1000
Mohamed	50	Marlot	1000
Bonnet	150	Raynaud	300
Decourret	100	Mano	200
Bocone	1000	André	1000
Remy	516	Lemoline	500
Groz	1000	Forget	1000
Paris XIX ^e	1300	Robert	1000
Hartman	100	Deleuz	1000
Miguel	100	Guella A.	200
Paris-XIX ^e	1500	Latont	200
X.	30	Dugratoux	500
Damade	200	Aladonisse	150
M. André	40	Ducas	200
Chancelle	100	Illisible	200
Bonnet	20	G.	300
Jojo	500	Lambert	200
Espagnol	100	Moreau	100
M. Versailles	300	André	300
Paris Bernier	1700	Etiennne	200
Paris-XIX ^e	1500	Daniel	150
X.	30	X.	75
Damade	200	Pierre	300
M. André	40	Etienne	200
Chancelle	100	Bonnet	1280
Bonnet	20	X.	650
Jojo	500	Pottier	200
Espagnol	100	Robert	200
M. Versailles	300	C.N.T.	100
Paris Bernier	1700	Hemy	1000
Paris-XIX ^e	1500	Garrido	250

Permanence de la F.C.L. Jours et heures d'ouverture

Notre permanence : 145, quai de Valmy, Paris (10^e), est ouverte de 9 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures tous les jours, sauf dimanche et lundi.

Abonnez-vous ! Faites des Abonnés !

Je soussigné (1) Rue
demeurant Département
à
désire souscrire un abonnement au journal LE LIBERTAIRE pour une durée de 6 mois (26 N^{os}) 500 fr. ou 1 an (52 N^{os}) 1.000 fr. (2) que je vous fais parvenir par mandat-carte de versement à Robert Joulin, 145, quai de Valmy, Paris-10^e, CCP Paris 5561-76.

(1) Ecrivez votre adresse très lisiblement et en lettres capitales d'imprimerie.
(2) Biffer la mention inutile.

LE THEATRE

Une affaire entre Dieu
Molière et Jean Vilar

A une époque où la Régie Line Renaud nationalise quarante-deux millions de tympans républicains, où la « Tunisie » cinématographique de la fin de la pièce, nous ne pensons pas que l'athéisme sorte battu de l'aventure. Oui, le héros de Molière tombe face au destin, tel qu'il est avec ses vices et aussi ses pathétiques qualités, mais il meurt sans se révolter, alors que les derniers mots du comique et pourtant lamentable Sganarelle sont : « Mes gages, mes gages ! » en constatant le trépas de celui qui ne le payait pas d'espiègeries trébuchantes certes, mais qui lui offrait néanmoins un trésor immatériel tous les jours de sa vie maudite.

Répons-le, la pièce est excellentement jouée par un Vilar étincelant, pas Tarzan pour un sou, bien sûr, mais une intelligence remplaçant la beauté physique au centuple. Ex-æquo pour les louanges, voici Daniel Sorano, transfuge du Grenier de Toulouse, qui campe un Sganarelle qui fera date dans l'histoire du théâtre. On n'est pas près d'oublier les moustaches de phoque, les pieds en dedans et les étonnantes mimiques du valet-bonne-science VECU par ce jeune comédien. A côté de ces deux-là, citons l'excellent Jean Marchand, la jolie Janie Campan et félicitons toute la troupe du T.N.P. pour le beau travail accompli. La mise en scène, enfin, contribue efficacement à rendre l'étrangeté de ce « Don Juan » qui fera encore, du moins nous l'espérons, beaucoup de victimes... parmi les spectateurs.

CHRISTIAN.



Les Dukay de Lajos ZILAHY

Lajos ZILAHY est un de ces écrivains d'Europe centrale qui vous persuaderait que le noricisme est une spécialité des écrivains d'Europe centrale incapables d'écrire un roman sans y introduire un de ces personnages d'écrivain d'Europe centrale qui sont, comme chacun le sait, en Europe centrale, la quintessence d'extraits de condensés de dessus de panier.

Ceci dit « Les Dukay » semble une assez bonne peinture (la préface dit « une peinture magnifique », modeste-ment) de la vie d'une famille de très grands seigneurs hongrois. Pour la partie du roman qui se passe en France, c'est une peinture très originale et très instructive de nos mœurs.

Ainsi qu'en France, sait que les tripes à la mode de Caen et au cognac sont le plat régional qui mijote quotidiennement dans chaque foyer des bords de la Méditerranée ? Qui aurait pu penser que ces renégats qui se hurlent dans les salles de garde des hôpitaux et dans les monnaies du quartier latin comme « La-

haut sur la montagne, il y avait un vieux curé... » et « La petite Andrieu dont Lajos Ziláhy cite de larges extraits sont des « poésies populaires », le fin du fin du folklore de nos vieilles provinces ?

Qui imagine sur une scène de cabaret parisien le spectacle d'un monsieur amoureux cherchant désespérément à s'en débarrasser, finissant par l'accrocher à certaine protubérance située entre genou et nombril et que le créateur (et ses créatures aussi) n'ont jamais destiné à un tel usage ? Cette scène est présentée comme la fleur de l'esprit parisien.

M. Lajos Ziláhy s'est-il documenté auprès d'étudiants farceurs en virée aux U.S.A. où il gîte présentement ?

Se moque-t-il délibérément du lecteur ou est-il victime d'une grosse farce ?

Quoi qu'il en soit, il est préférable pour être fixé et lire les œuvres de Lajos Ziláhy d'attendre quelques années qu'il se soit solidement documenté : ça peut prendre du temps une traduction sérieuse des guides « Michelin » ad hoc.

R. C.

« Les Dukay », chez Stock.

Pétrouchka

d'Albert PARAZ

PÉTROUCHKA est la suite d'« Une Fille du tonnerre ». L'un vaut l'autre et le tout ne vaut pas grand-chose. Du mauvais Paraz, mais du Paraz quand même.

Les têtes de chapitre « Série Noire » sont déjà tout un programme : « I. Oh ! ce vice... II. Les raisons pointues... III. Une pépée terrible, etc... »

Ici nous ne nous faisons pas faute de dire leurs quatre fois quatre vérités aux dirigeants du pays mais nous apportons quelque chose de nouveau et le seul reproche que l'on puisse nous faire c'est d'être en avance d'un siècle. Tandis que voir ce zigoto, colla-

borateur de « Rivarol », faire des reproches saignants aux petits camarades qui ont été virés des amis réactionnaires du pouvoir, c'est plutôt marrant.

Le Pape Borga critique la politique du vidame Bidault, le gorille du Cro-Magnon se gaussant de ce qui sert de tête à M. Schuman, l'habitant des cités lacustres gauloises se bidonnant devant « la maison du fada », M. Paraz pro-faciste se foutant de la république !

Albert Paraz est une sorte de plésiosaure social. Mais on peut le lire parce qu'un plésiosaure qui met les pieds dans le plat...

R. CAVAN.

« Pétrouchka », André Martel, éditeur.

RECHERCHE
DE LIVRES

Notre camarade BRUN-MARIN, 98, route Nationale, La Viste, MARSEILLE (XV^e), recherche, de Gaston Monmousseau, les deux livres suivants :

- a) CONTROLE SYNDICAL ET COMITES D'USINE;
b) LE SYNDICALISME DEVANT LA REVOLUTION.
Lui faire offres à l'adresse ci-dessus.

Au service de la propagande

Lisez, faites lire à tous vos camarades de travail

MANIFESTE

du
COMMUNISME LIBERTAIRE

Problèmes essentiels
La brochure, 60 fr.; franco, 75 fr.
C.C.P. Robert Joulin Paris 5561-76

BATAILLE DE L'ENSEIGNEMENT

Le sabordage de la F.E.N.-C.G.T.

En dehors de la Fédération autonome de l'Education nationale et du Syndicat national des instituteurs qui groupent les neuf dixièmes du personnel, il existe (ou plutôt, il existait) au sein de la C.G.T. une seconde fédération de l'Education nationale se retrouvant ceux des professeurs et instituteurs qui, tout en appartenant à la fédération autonome, avaient tenu à demeurer membres de la C.G.T. après la scission de 1948.

Un débat s'est ouvert récemment autour de la « double affiliation » des instituteurs cégétistes. Ce débat s'est déroulé à huis clos, entre membres de la C.G.T. Il n'en est pas moins important puisqu'il trouve sa conclusion dans un ordre impératif du bureau politique du parti communiste français. Les instituteurs adhérents au P.C. doivent quitter la F.E.N.-C.G.T., leur centrale, pour se consacrer entièrement à l'autonomie et aussi pour tenter « plus sûrement » de ramener le S.N.I. dans le giron de la C.G.T.

A première vue, cela paraît assez paradoxal, nous allons essayer d'éclaircir notre lanterne.

Voici le passage essentiel de la décision du Bureau politique du Parti communiste. Cette décision a fait l'objet d'une circulaire en date du 5 janvier 1954 :

Des instituteurs communistes ayant demandé où ils doivent porter l'essen-

tiel de leur activité, le Bureau politique considère :

1° La préoccupation dominante des instituteurs communistes est d'organiser la défense victorieuse de l'Ecole publique, des intérêts du personnel enseignant et des enfants du peuple fréquentant l'école contre les attaques de la bourgeoisie et de son gouvernement.

Pour cela, il est nécessaire d'aboutir, d'une part, à la réalisation de l'unité d'action de tout le personnel enseignant du premier degré et, d'autre part, à l'union de ce personnel avec l'ensemble de la population laborieuse, des villes et des campagnes, en particulier avec la classe ouvrière, les autres catégories de fonctionnaires et les parents d'élèves.

2° Le plus sûr moyen de la réalisation de ces tâches est que les instituteurs communistes développent essentiellement leur activité parmi la masse de leurs collègues. Ceci ne peut être obtenu dans la situation présente que par l'activité de tous les instituteurs communistes dans le Syndicat national des instituteurs (autonome).

Des indications seront données aux fédérations pour décharger éventuellement les instituteurs communistes d'autres tâches afin de leur permettre de concentrer en premier lieu leur activité au travail syndical, comme adhérents au syndicat national des instituteurs et dans les organisations et mouvements para-scolaires (associa-

tions de parents d'élèves, mouvements de l'enfance).

3° La double affiliation créant beaucoup de confusion parmi les instituteurs, les instituteurs communistes abandonneront cette double affiliation pour concentrer toute leur activité au Syndicat national des instituteurs.

4° Sans perdre de vue que le retour du Syndicat national des instituteurs à la C.G.T. sera le plus sûr garant de la liaison intime du personnel enseignant du premier degré avec la masse des travailleurs et en continuant à combattre pour faire triompher ce point de vue dans le cadre de la démocratie syndicale, les instituteurs communistes feront en sorte que l'activité du Syndicat national des instituteurs ne soit pas détournée en de stériles querelles de tendances, mais soit concentrée sur l'organisation de l'action pour la défense des revendications du personnel enseignant et plus généralement de toutes les questions intéressant l'Ecole.

Dans ce but, la lutte idéologique sera renforcée contre les agissements scissionnistes et de division des dirigeants sociaux démocrates.

On parlait depuis octobre 53 de cette question dans les réunions des sous-sections et des sections de la F.E.N.-C.G.T.

Généralment les militants de la base étaient pour le maintien de la « double affiliation » qui leur semblait nécessaire, d'une part pour ne pas se couper du prolétariat, d'autre part pour ramener plus sûrement le S.N.I. à la C.G.T.

L'argument le plus évident était que le sabordage de la fédération cégétiste de l'enseignement aurait sans doute des répercussions catastrophiques sur tous les secteurs minoritaires de la C.G.T.

Maintenant, il faut reconnaître que la « double affiliation » présentait certains inconvénients et notamment la mobilisation de militants actifs qui « tournaient » à peu près à vide. La C.G.T. avait dans l'enseignement une importance assez minime et n'influait pratiquement pas les autonomes socialistes (moins, certes, que l'Ecole Emancipée pourtant plus minoritaire encore !).

Par exemple, lors de la grève du 9 novembre, la F.E.N.-C.G.T. eut une position tout à fait autonome, ne mettant à aucun moment les mots d'ordre purement C.G.T. en avant, n'essayant pas d'étendre le mouvement, ayant une peur malade de faire figure de scissionnaire.

Déjà à ce moment les militants cégétistes étaient fort divisés et de violentes discussions s'engageaient entre partisans ou non de la « double affiliation ». Le drapeau cégétiste était remis un peu partout. A Paris, Fournial, pour l'élection des conseillers syndicaux présentait un programme et une liste tout à fait anonymes sous le titre embarrassé : « 107 syndiqués présentent 25 candidats » (voir « l'Ecole du grand Paris » n° 78).

En Seine-et-Oise, les sections restait partisans de la double affiliation car un nombre important de militants non stalinien faisaient pression.

Un militant me disait, il y a quelques mois :

« Ce serait simple et réglé de suite s'il n'y avait à la F.E.N.-C.G.T. que des communistes. Ce qui nous force à maintenir la double affiliation c'est les non communistes. Nous « contrôlons » la plupart d'entre eux, et nous les perdons si nous sabordons notre organisation ».

L'argument était de taille évidement !

L'histoire a sans doute commencé durant « les journées d'études des instituteurs communistes », les 3, 4 et 5 septembre 1953. La question a été discutée là et aucun accord n'a pu être réalisé.

500 instituteurs participaient à ces journées d'études (tous les militants actifs du P.C.). D'une manière générale, si l'on en croit le compte rendu de « l'Ecole et la Nation » de septembre 1953, ces militants ont décidé une action plus efficace tant du point de vue pédagogique que syndical.

« Les communistes sont invités à participer aux activités de la ligue de l'enseignement, des caisses d'écoles, des patronages, du mouvement de défense de l'enfance, des amicales laïques, etc., etc. » dit G. Fournial (page 14, O.C.).

Ils sont invités aussi à donner à l'enseignement un contenu progressiste dans le sens du stalinisme.

Est-ce pour que les communistes puissent se consacrer entièrement à ces nouvelles tâches que le bureau politique du P.C. a voulu les libérer du travail qu'ils fournissaient « à vide » à la F.E.N.-C.G.T. ? C'est possible ! On ne comprend pas alors le cri de victoire de Forestier dans la dernière « Ecole libératrice », car finalement le sabordage de la F.E.N.-C.G.T. envisagé sous cet angle risque de déclencher un « renouveau stalinien dans l'enseignement ».

A-t-on voulu ce sabordage parce que le P.C. risquait de perdre le contrôle de son syndicat ? C'est peu probable.

La secrétaire Jacqueline Marchand n'appartenait pas au P.C. mais son action ne se séparait guère de celle du parti et elle était assistée d'un bureau à majorité stalinienne avec Paul Dela-

noue, secrétaire général de la fédération internationale des syndicats de l'enseignement affiliée à la F.S.M.

Il est vrai pourtant qu'il y avait des tiraillements à la base et que les non-communistes, de plus en plus nombreux, n'acceptaient pas toutes les directives du parti et ruinaient parfois dans les brancards.

*

A la fin du mois de décembre, quand s'est réuni le dernier congrès de la F.E.N.-C.G.T., aucune décision n'avait été prise officiellement. A la tribune du congrès on a discuté ferme. Les non communistes et certains membres du P.C. se rangeaient dans le camp des partisans du maintien de la « double affiliation ».

La discussion dura 36 heures.

La motion finale maintenait le principe de la double affiliation.

Le lendemain, le bureau politique du P.C. intervenait dans le sens opposé et donnait l'ordre aux communistes de quitter la F.E.N.-C.G.T. C'était le sabordage de cette organisation ordonné car le P.C. se trouve aujourd'hui placé devant une nouvelle perspective politique, à savoir, l'espoir d'une coalition avec la S.F.I.O. et d'une unité syndicale réalisée à la suite de négociations futures et problématiques d'organisation à organisation (?).

Que vont faire les non communistes ? Ils ne peuvent maintenir la F.E.N.-C.G.T. L'affaire est terminée ! Les cotisations étaient payées !

*

Les communistes ont montré qu'ils étaient décidés à influencer plus directement le S.N.I. Pour cela ils n'ont pas hésité à « laisser tomber » la minorité honnête de gauche qui combattait avec eux dans leur syndicat (parmi ces instituteurs, il y avait quelques communistes libéraux). Le P.C. a montré une fois de plus, à quelques sceptiques attardés, que la C.G.T. était entièrement à ses ordres, comme F.O. est aux ordres du parti socialiste.

Retenons la leçon. Le but du P.C. est de conquérir les instituteurs. L'enseignement dans une nouvelle voie. Sachons-le !

Billets dans « l'Ecole et la Nation » (page 60) nous dit : « Il viendra forcément un moment où les conditions de l'unité syndicale et à nouveau remplies, le syndicat national des instituteurs reprendra sa place au sein de la C.G.T. ».

Les conditions d'unité seront réalisées quand le syndicalisme, au lieu de marcher à la remorque d'un bloc ou de l'autre, s'engagera résolument dans la voie de l'émancipation de la classe ouvrière. La C.G.T. n'en est pas là !

Les militants révolutionnaires de la F.E.N.-C.G.T. rejoindront les communistes libéraux. L'expérience qu'ils viennent de subir leur aura montré la nécessité de notre mouvement ; le seul qui, finalement, œuvre dans le sens de l'unité ouvrière.

M. DONNET-MALLA.

VOUS
LIREZ...

d'Yves Gibeau

Les Gros Sous

Fco recommandé 555 frs

Allons Z'enfants

Fco recommandé 695 frs

Les œuvres de
Rosa LuxembourgLa Révolution Russe
Franco 50 frs

Réforme ou Révolution

Franco 115 frs

Marxisme contre
Dictature

Franco 50 frs

d'Armand Robin
La Fausse Parole

Fco recommandé 210 frs

de Lucien Arnaud
Charles Dullin

Fco recommandé 675 frs

et la revue bimestrielle
du T. N. P.Théâtre National Populaire
Franco 180 frs

SERVICE DE LIBRAIRIE

Commandes à Robert Joulin, 145, quai de Valmy, Paris-X^e
C.C.P. 5561-76

Pour vos commandes de Librairie, consultez toujours le dernier numéro du journal paru.
Les prix indiqués sont compris, franco de port.
L'achat direct à notre Librairie entraîne une réduction de la valeur du prix des tarifs postaux

ROMANS

Le monde du sexe	Henry Miller ..	525
Plexus	—	1120
L'agent secret	Graham Green ..	495
Voyage sans carte	—	585
La croisière de Les Gordon	Chester Himes ..	840
Sur les pas de Morell	Robert Neuman ..	735
Colin-Maillard	—	575
L'enquête	—	375
Enfants de Vienne	—	375
El le buisson devint cendre	Manes Sperbert ..	645
Plus profond que l'abîme	—	435
Qu'une Jarne dans l'océan	—	465
La baie perdue	—	735
La mort en face	Emm. Robles ..	435
La vérité est morte	—	435
Monserat	—	435
Les marais	—	435
Les deux sœurs	Domin. Rolin ..	435
Ravage	René Barjavel ..	245
Ma vie d'enfant	Maxime Gorki ..	345
En gagnant mon pain	—	375
Les enfants de Jérôme (I et II)	Ernst Weitzer ..	435
La hache de Wanshek	Arnold Zweig ..	435
Le traic des piastres	Jacq. Despuich ..	795
Allons Z'enfants	Yves Gibeau ..	665
Les gros sous	—	525
La tour d'Erzra	Arthur Koestler ..	405
Croisade sans croix	—	375
La lie de la terre	—	390
Le zéro et l'infini	—	825
Les hommes ont soif	—	825
Analyse d'un miracle	—	645

LES ARTS

Pièces roses	Jean Anouilh ..	445
Pièces noires	—	585
Charles Dullin	Lucien Arnaud ..	645
Théâtre populaire	Revue bimestr. ..	480
Chanson sans musique	Raymond Asso ..	345
André Gide	L.-Pierre Quint ..	580

Pour les commandes de romans, nous signalons que nous pouvons expédier n'importe quel ouvrage (non inscrit sur notre liste) sous un délai de dix jours, en nous indiquant l'auteur et le nom de l'éditeur.

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

et LES LUTTES OUVRIÈRES

Le sabotage de l'Unité œuvre particulière de F.O. "L'ALLIANCE OUVRIÈRE" nous le prouve

En apprenant par le n° 379 du Libéraire que l'Unité des travailleurs est en marche, F.O. vient de connaître une nouvelle crise de jalousie.

L'anonyme J.F. étale sa peur sur deux grandes colonnes en première page de « L'Alliance (?) Ouvrière » et dans sa panique il démontre lui-même ce que nous avions affirmé à savoir le sabotage de l'Unité par F.O.

Nous avions dit en parlant des comités d'Unité d'action des travailleurs unis, que sous la pression implacable des faits déterminés par l'inévitable évolution de l'économie vers une crise, ils seraient amenés à dépasser le cadre étroit du syndicalisme, devenant comités de grève, voire dans un avenir prochain, comités révolutionnaires.

J.F. a peur de ces comités révolutionnaires. Il tolère à la rigueur (tout comme le P.C.F. d'ailleurs) de platoniques réunions de bistrots consacrées à l'Unité, mais il faut à tout prix empêcher une véritable unité organisée. La meilleure tactique consiste évidemment à dévier la lutte des travailleurs vers le réformisme stérile, à leur faire croire que le système bourgeois peut être indéfiniment amélioré. C'est cela que nous entendons par « cadre étroit du syndicalisme » pour lui-même, que nous ne confondons nullement avec le véritable syndicalisme qui a son rôle historique à jouer dans le devenir de la société.

J.F. continue : « Nous n'avons pas, instruits par l'exemple, le goût de nous associer à une telle révolution qui se terminerait par la plus atroce des dictatures. Nous n'entendons pas méditer demain dans les camps de concentration sur les erreurs commises... Et la voie qui nous est offerte par les unitaires de « L'Unité Syndicale » ou du « Libéraire » n'est pas autre chose ».

Les réactionnaires de « Paix et Liberté », du « Rassemblement » ou de l'« Aurore » n'ont pas d'autres arguments, ils confondent indistinctement l'Etat bureaucratique de l'U.R.S.S. avec le communisme libertaire.

Nous sommes pour l'Unité d'action « mais pas l'Unité d'action n'importe comment pour n'importe quoi : une unité d'action conditionnelle, circonstancielle est souhaitable en certains cas » ; continue ce triste défenseur de l'alliance qui quelques lignes auparavant écrivait : « Le Libéraire » regrette qu'à cette réunion les grandes centrales C.G.T.,

Un tract malodorant des dirigeants F.O. des P.T.T.

LES dirigeants F.O. des P.T.T. semblent n'avoir plus rien à perdre ; totalement déconsidérés auprès de la plupart des postiers, ils n'en sont plus à une infamie près.

Pour tenter de se révaloiriser, ces singuliers syndicalistes utilisent à présent la calomnie.

A la suite de la grève des bureaux-gares et ambulants, ils viennent de publier un tract odieux par lequel ils s'efforcent de discréditer les responsables de la Fédération Autonome.

Mais la corporation, qui avait sévèrement condamné leur attitude antiouvrière, a réservé à cette malhonnêteté le sort qu'elle méritait. Aussi la manœuvre n'a trompé personne, et il n'a pas été difficile à la Fédération Autonome de faire justice à ces attaques mensongères.

Dans leur sale papier, les dirigeants F.O. ont eu l'impudence d'écrire, en parlant des militants autonomes :

« Fourbes en août à notre égard. « Fourbes ils devaient être dans cette grève à l'endroit de la C.G.T. qui recueille les fruits de son silence coupable ».

Fourbes, ceux qui, en août, ont refusé de s'associer à la trahison ! Fourbes encore, pour avoir dernièrement essayé d'empêcher le sabotage de la grève par les dirigeants cégétistes !

Et cette pauvre C.G.T., qui a été punie de sa coupable faiblesse vis-à-vis de la Fédération Autonome.

A quand l'Unité F.O. et C.G.T. aux sommets, l'union des fossyeurs du syndicalisme contre ceux qui ont l'audace de vouloir mener une grève jusqu'au bout ?

Non, décidément, après ce tract honteux, les dirigeants F.O. n'ont plus rien à perdre.

A. FLAMAND.

AMI LECTEUR ! Deviens correspondant du "LIB"

Dans la localité où tu vis, dans l'entreprise où tu travailles, il se produit chaque jour quelque événement, même d'intérêt local ; n'oublie jamais qu'il te concerne la collectivité.

En quelques lignes, en quelques phrases, et nous serons au courant de ce qui se passe dans ta localité ou dans ton entreprise.

Ami lecteur, avec toi, avec nous, tous ensemble, nous ferons de notre LIBERTAIRE, un journal prolétarien Tu nous aideras amplement à sa diffusion plus large, à sa pénétration dans les milieux ouvriers.

Ami lecteur, tu nous aideras dans notre lutte quotidienne en devenant CORRESPONDANT DU « LIB »

P.S. — Aucune information ne sera insérée dans les colonnes de notre journal si l'adresse complète du correspondant n'est pas spécifiée sur son envoi. Toutefois, notre correspondant peut utiliser un pseudonyme aux fins d'insertion.

F.O. C.F.T.C. ne daignèrent pas se faire représenter. Nous ne voyons pas ce que les syndicalistes libres auraient été faits dans cette galère.

Nous avons cité cet article, parce qu'il est particulièrement révélateur de la panique de la bourgeoisie devant la poussée unitaire et de la tactique employée par ses alliés, les dirigeants du P.S. et du P.C.F. qui n'ont aucun respectivement F.O. et la C.G.T.

Les travailleurs en ont marre. Ils sauront exiger de leurs syndicats respectifs l'Unité autrement qu'en paroles ou en assemblées factices, ils exigeront une assemblée unitaire nationale groupant toutes les centrales avec une représentation paritaire ne lésant personne et un contrôle effectif de la base. Ils peuvent compter sur le dévouement des militants communistes libertaires pour les aider dans ce travail.

Michel HULOT.

Le combat paysan L'AGITATION RURALE (II)

La crise qui s'amorce atteint en premier lieu les petits exploitants, fermiers et métayers ; c'est-à-dire la partie la plus importante de la paysannerie. Il est difficile de donner des chiffres exacts. La statistique officielle avoue ne pouvoir faire mieux, que de citer, sur un peu plus de 7.500.000 ruraux, 1.150.000 salariés et, outre, 60.000 saisonniers, dont 28.000 étrangers.

Reste donc une masse de plus de six millions, dont les revenus varient entre l'arrogance et la pauvreté. La valeur des terres, leur importance en hectares est fort diverse. Dans une même contrée, les choses ne sont pas identiques. En Beauce, contrée réputée fertile, aux mains des gros terriens, l'arrestation concernant les fermages stipule des variations de 1 à 4 quintaux de blé à l'hectare, soit : 3.445 fr. pour la plus basse catégorie et 13.780 fr. pour la plus haute. Le Perche, contrée voisine, loue de 1 à 3 quintaux. Les terres de valeur sont en général dans les mains de gros fonciers, le reste est éparpillé avec un pourcentage de terres médiocres. Par des exemples concrets, nous allons essayer de voir d'une façon objective, en quelle situation se trouve la masse la plus importante des ruraux.

Dans une partie mixte Beauce-Perche, prenons une ferme de 20 hectares. Un couple de paysans et leur fille, pas d'aidé extérieur, même saisonnière. Ils possèdent en propre 15 hectares, dont 5 de prés, d'une valeur de 600.000 fr. ; les 10 hectares de terre valent 1.000.000 de francs ; les cinq hectares nécessaires à l'assolement triennal sont loués deux quintaux de blé l'hectare. Les bâtiments et le cheptel mort (engins, outillage, etc.) ont une valeur minimum de 1 million 500.000 fr. Deux chevaux sont nécessaires aux travaux, et l'étable comprend 7 vaches, dont 2 élèves, en tout 650.000 fr., soit une valeur globale et approximative de 4.000.000 de francs.

Comme il y a 15 hectares en terres, il ne peut y avoir chaque année que 5 hectares qui seront ensimencés en blé. La production moyenne est de 18 à 20 quintaux, il s'ensuit que la récolte n'atteint pas toujours les 100 quintaux, soit environ 360.000 fr. de recettes en blé ; 5 hectares sont ensimencés en céréales secondaires (avoine, orge, etc.), nécessaires à l'entretien des animaux. Les 5 hectares restants sont mis en culture pour les besoins de la ferme ou laissés en partie en jachère (repos du sol). Avant de nous aventurer dans la comptabilité fermière, il nous paraît important de nous arrêter sur la question du blé.

Pour le soutien du "LIB" SOUSCRIVEZ

Les dirigeants de la C.G.T. ont peur de l'action révolutionnaire du prolétariat

La Commission Exécutive de l'Union des Syndicats C.G.T. de la Seine s'est réunie le 9 janvier dernier pour écouter divers rapports sur la situation après les grèves de l'année écoulée.

Du compte rendu de cette assemblée, il ressort que les dirigeants cégétistes entendent rester fidèles à la tactique que le « Libéraire » a déjà dénoncée, tactique qui tend à briser tout élan révolutionnaire chez les travailleurs.

C'est d'abord Jean Crazuski qui donne une vue d'ensemble. Enumérant les diverses grèves survenues depuis le mois d'août, il signale une prise de conscience générale de la nécessité des revendications parmi la masse ouvrière. La popularité de la C.G.T. s'est accrue dit-il, et le nombre des adhérents est en augmentation ; mais il est indispensable d'établir un programme uniforme susceptible de réaliser la plus grande unité possible des travailleurs.

Soulignant l'importance de la réunion de la Commission Supérieure des conventions collectives, Crazuski indique que les travailleurs feront appliquer le salaire minimum garanti par des mouvements partiels, des délégations à la Présidence du Conseil et auprès des parlementaires.

Puis c'est Gasteau de la Fédération Postale qui fait l'autocritique

de l'action de la C.G.T. dans la grève des ambulants et bureaux-gares : « Les militants cégétistes n'ont pas assez préparé les postiers à une grève limitée dans sa durée et dans son étendue. Cette grève ne devait durer que quatre jours et était en quelque sorte une grève d'avertissement ; les postiers devaient rentrer avec ou sans résultat. »

Gasteau laisse percer le bout de l'oreille lorsqu'il dit que cette grève ne pouvait et ne devait pas être généralisée.

Poursuivant son autocritique, il demande aux militants cégétistes un gros effort pour faire considérer les mouvements partiels comme faisant partie d'un mouvement d'ensemble qui se continue depuis le mois d'août. Naturellement Gasteau accuse la Fédération autonome d'avoir voulu faire le jeu du gouvernement en déclenchant une grève générale dans les P.T.T. cependant qu'il soulignait la nécessité d'une confrontation fraternelle des points de vue avec les dirigeants F.O. pour l'Unité d'action.

Il termina son exposé par cette conclusion : « Contrôler le plus possible les comités d'action à la base et canaliser les volontés populaires dans la conception cégétiste ; continuation de mouvements partiels très limités. Méfiance accrue à l'égard des autonomes. »

Que penser des deux rapports que nous venons de résumer et qui sont les plus importants de cette réunion du 9 janvier ? Tous deux sont édifians en ce sens qu'ils révélaient un souci identique de responsables cégétistes : limiter l'action des travailleurs à des mouvements sporadiques, sans grande envergure, voir à de simples délégations. Ils traduisent l'inquiétude des dirigeants stalinien qui craignent toujours être débordés.

C'est pourquoi Gasteau, après ses attaques contre les autonomes, affirmait qu'il fallait « se méfier des tendances gauchistes, jusqu'au boutistes, voire même révolutionnaires, qui se sont manifestées au cours de la dernière grève des postiers ».

Etroitement liés à la politique du

P.C., qui cherche un rapprochement avec la S.F.I.O. en vue d'un nouveau Front populaire, les dirigeants cégétistes recherchent des contacts fraternels avec les responsables F.O.

Leur crainte d'un débordement possible confirme la justesse des positions de la Fédération Communiste Libertaire. Vouloir actuellement des mouvements partiels et sporadiques, équivaut à une trahison. Cela, les travailleurs le sentent confusément. Et ils donnent raison aux militants communistes libertaires.

« Vigilance et audace », ces mots d'ordre de nos tracts du mois d'août sont plus que jamais d'actualité.

C. R., Correspondant.

Dans les textiles du Nord Les travailleurs se préparent pour une grande bataille sociale

OPPRESSION de plus en plus férocité des pouvoirs supérieurs, qui reconnaissent leur impuissance dans la matière, le patronat engage la dernière phase de son offensive, dont nous avons déjà dénoncé ici-même les menées inhumaines.

Leur objectif à atteindre : le retour à l'esclavage par le truchement du système moderne d'asservissement, la productivité.

Comme il le fut toujours, c'est le prolétariat des tentaculaires entreprises du textile qui va faire les frais de cette tentative expérimentale.

Les usines textiles ayant depuis toujours été régies sous une forme semi-féodale.

La somme de misère et de souffrance subie dans ces édifices, dont on ne saurait dire si elles tiennent plus de la manufacture que du pénitencier, est connue, elle a bouleversé l'opinion publique au cours du siècle dernier. Que ce cri de souffrance sortit de la poitrine des canuts de Lyon ou des caves-tombeaux de Lille, il sonnait le glas de la féroce exploitation capitaliste.

Car, avec courage, ce misérable prolétariat engagea l'action et, faisant le sacrifice de son sang ou de sa liberté, lentement mais sûrement, avec obstination et ténacité, faisait reconnaître ses droits à la vie, à la dignité humaine et au bonheur. Quelques bribes furent arrachées.

Depuis quelques années, les fruits et l'édifice de cette action s'effritent sous les coups et les menées réactionnaires du patronat.

A part quelques réactions de-ci, de-là, ou quelques oppositions de forme, la veulerie, la passivité ont toujours été à l'ordre du jour, la crainte aussi pour une grosse part. Il restait pourtant un sentiment, une volonté de combattre dans ce prolétariat, mais la division a jusqu'à présent été le grain de sable de cette merveilleuse machine.

Mais il n'est pas possible que devant les méthodes d'asservissement dont ils sont actuellement l'objet ces ouvriers ne retrouvent pas le chemin de l'Unité et du combat prolétarien.

Pour ce qui est de notre région, son passé révolutionnaire et même ses actions plus récentes : 1931 ; grève pour les Assurances sociales, et ses barricades : 1936, belle unité ; l'ex-

ploiteur a tremblé. Nous avons également 1921. La grève des 4 sous.

Et plus proche, août 1953, et quoique ce mouvement ne fût pas total ni suivi (il faut le reconnaître), il prouve un renouveau de l'action directe ouvrière.

L'action immédiate à entreprendre est le combat pour l'Unité, le sentiment égoïste qui prédomine encore dans une partie du prolétariat textile et qui consiste à attendre la fin des événements sans y prendre part afin de bénéficier des avantages en cas de victoire et d'éviter les ennuis en cas d'échec, ne doit plus se rencontrer ; il faut, par une action énergique de camarades actifs, éliminer ces facteurs de division en leur faisant entrevoir les répercussions néfastes de leur position antiouvrière.

1954 doit nous faire connaître l'orientation que prendra le mouvement, l'offensive ouvrière pour l'application du minimum de salaire garanti suite à la décision de la réunion des Conventions collectives supérieures, doit en être le prélude.

Du côté patronal, l'accentuation des principes sur la productivité et la politique des bas salaires qui en découle doit renforcer l'opposition systématique.

Si l'Unité se réalise comme nous pouvons le juger d'après certaines réactions à l'intérieur des usines et qui sera le gage certain de succès, nous assisterons dans une période assez proche à la naissance d'un grand courant d'action ouvrière.

Il faut donc œuvrer à maintenir le contact permanent à la base et dans l'ensemble de la corporation maintenant étendue dans plusieurs régions.

Comme le disaient récemment les camarades d'Elbeuf, il ne faut pas permettre de faire le jeu du patronat, inconsciemment, une région au détriment de l'autre et vice-versa. Unité au sein de l'entreprise, interentreprise, mais aussi interrégionale. Il faudra aussi, comme nous l'avons maintes fois préconisé, redoubler d'action contre la hiérarchie des hausses de salaires et réduire l'éventail qui, devenant de plus en plus tendu, crée un fossé dans le monde du travail, ceci voulu par le patronat.

A toutes les tentatives de division, opposons l'action pour l'Unité, à toutes les tentatives de compromis, opposons l'action directe. Là réside la certitude du succès.

NEIHER.

Prochain numéro
du
libéraire
le
11 FÉVRIER 1954

Les pétainistes sont au pouvoir

(Suite de la première page)

Nostalgie d'un Etat fort et, bien plus significatif, reprise dans les faits du trop célèbre : « Travail, famille, patrie ».

Travail ? Il faut aller vers « l'abon-

dance de la production nationale », répliqua Coty.

Famille ? « Des foyers courageux donnent au pays les nombreux berceaux qui sont pour lui la plus sûre et la plus belle promesse de rajeunissement et de renouveau », répond Coty.

Patrie ? « L'Etat, c'est la patrie ». « Consacrer dans le culte des héros et des martyrs de la patrie un moment de piété et de muette ferveur », répond Coty.

Nous pourrions nous étendre bien plus sur ce discours qui pue le chauvinisme, le crétinisme historique (il n'est pas de fatalité historique... l'avenir de la France sera ce que le feront... les pouvoirs publics !), la dégénérescence bourgeoise, l'appel au lachisme.

Mais il a au moins le mérite de nous montrer Coty sous son vrai jour : l'homme qui en 1940 vota les pouvoirs à Pétain ! ! !

Sur un autre plan, les dirigeants des centrales syndicales sont en train d'organiser leur journée de revendications du 29 janvier. Dans quel but dirigeants F.O. et C.F.T.C. ont-ils décidé de lancer cette action ?

Il apparaît clairement que c'est une tentative de redorer leur blason plus ou moins déraichi depuis les grèves d'août et les récentes grèves des postes. Mais ces dirigeants ont tellement peur des réactions ouvrières que non seulement ils limitent l'action à un seul jour, mais encore ils recommandent des arrêts de travail « limités ».

Les dirigeants C.G.T. se sont ralliés au mouvement sous le signe de l'Unité. Bien entendu, puisque ce ne sont pas eux qui ont pris l'initiative du mouvement. Mais c'est aussi parce que les dirigeants de la C.G.T. ont besoin, eux aussi, de redorer leur blason qui, après leurs dérobades du mois d'août, est, sinon aussi déraillé que celui de F.O., du moins bien chancelant (après des événements comme ceux d'août, la C.

G.T. n'a pratiquement pas recruté et au cours de la dernière grève des bureaux-gares, Frischmann, secrétaire de la Fédération Postale C.G.T. a renoncé par sa trahison le mépris quasi-unanime des Postiers).

Or, les grèves d'août ont permis aux travailleurs de prendre conscience de la nécessité impérieuse, de l'Unité ouvrière. C'est pourquoi les dirigeants C.G.T. en recherchant l'Unité avec les dirigeants F.O.-C.F.T.C. le font dans le but de reconquérir la confiance de leur base.

Seulement ils le font à peu de frais et ils le savent ! C'est la raison pour laquelle ils offrent l'Unité à F.O. car ils savent que cette dernière est financée précisément pour ne pas accepter. Les dirigeants F.O., ce sont ces individus qui, en faisant leur métier de traîtres, permettront à tous les autres de trahir à leur tour avec toute l'apparence de la bonne foi.

La C.G.T. propose l'Unité au sommet à C.F.T.C. et à F.O. F.O. refuse automatiquement et permet à C.F.T.C. qui conditionne son adhésion à celle de F.O. de refuser à son tour. N'est-ce pas trop bien monté pour ne pas être louche ?

Mais les travailleurs, eux, ressentent spontanément ce qu'est la véritable Unité. C'est l'Unité à la base, sans se préoccuper des réactions plus ou moins tardives des dirigeants. Les grèves d'août ont démontré toute l'efficacité de cette Unité, c'est sur elle que se base la véritable action ouvrière, donc l'action de la Fédération Communiste Libertaire.

Nous avons inséré en première page le fac-similé du tract diffusé par la F.C.L. et qui indique notre position sur la journée du 29.

Le Gérant : René LUSTRE.

Impr. Centrale du Croissant
18, rue du Croissant, Paris-20
P. RABON, imprimeur.